

BUREAUX. RUE NAIN, 1,

ROUBAIX-TOURCOING :

Trois mois. 12 fr
Six mois. 23
Un an. 44

L'abonnement continue, sauf avis contraire

JOURNAL DE ROUBAIX

QUOTIDIEN, POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL

DIRECTEUR-GÉRANT : A. REBOUX

Le Nord de la France

Trois mois. 12
Six mois. 23
Un an. 44

ANNONCES : 20 centimes la ligne
RÉCLAMES : 25 centimes
— On traite à forfait. —

On s'abonne et on reçoit les annonces : A ROUBAIX, aux bureaux du journal, rue Nain, 1; A TOURCOING, chez M. Vanaverbeck, imprimeur-libraire, Grande-Place; A LILLE, chez M. Béghin, libraire, rue Grande-Chaussée; A PARIS, chez MM. Havas, Lafitte-Bulier et C^o place de la Bourse, 8; BRUXELLES, à l'Office de Publicité, rue de la Madeleine.

ROUBAIX, 7 MAI 1879

BOURSE DE PARIS

DU 7 MAI

3 0/0 54 45
4 1/2 78 20
5 0/0 87 30

(Voir à la troisième page les dépêches commerciales.)

BULLETIN QUOTIDIEN

Nous n'avons pas besoin de rappeler combien, en ce moment, sont sujettes à caution toutes les nouvelles officielles ou officieuses relatives à l'Espagne.

Leur origine nous les rend justement suspectes, on a pu voir d'ailleurs combien elles étaient jusqu'à présent, obscures, contradictoires ou erronées. Aujourd'hui elles annoncent un succès décisif des troupes Amédéistes. Nous attendons pour y croire d'autres renseignements.

D'après les informations communiquées aux journaux de Paris par le ministère de l'Intérieur, les carlistes auraient été complètement battus à Uruquieta; ils auraient eu 738 prisonniers, 37 tués, 54 blessés. Don Carlos s'efforcera de regagner avec 120 hommes la frontière française. On le disait prisonnier, mais ce bruit n'est pas sérieux.

Les journaux et les cercles politiques d'Allemagne s'occupent beaucoup, en ce moment, du cardinal prince de Hohenlohe. Nous trouvons à son sujet dans le National Zeitung, de Berlin, des renseignements biographiques assez curieux. Nous laissons d'ailleurs au journal prussien toute la responsabilité de ses assertions; voici ce qu'il dit :

« Le prince Adolphe de Hohenlohe-Waldembourg-Schillingsfurst, est né en 1823, d'un mariage mixte d'un père catholique avec une princesse du culte évangélique. Les 3 filles issues de cette union sont protestantes; les 4 fils, au contraire, le cardinal, le duc de Ratibor, grand seigneur prussien, l'ancien ministre président de Bavière et le grand maréchal de la Cour impériale d'Autriche, ont été élevés dans la religion catholique. Le prince Adolphe a pris les ordres en 1847, il a été nommé cardinal prêtre en 1866. Il a la réputation d'un catholique dogmatique, mais aussi celle d'un adversaire déterminé des jésuites. L'influence des jésuites augmentant à Rome, celle dont le cardinal disposait déclina. En 1866, le gouvernement prussien avait tenté en vain de faire porter le cardinal Hohenlohe au siège archiepiscopal vacant de Cologne. Les jésuites réussirent, après de longues négociations qui avaient en vue l'élevation de M. Ketteler, évêque de Mayence, à faire nommer à Cologne Mgr. Melchers de Trèves.

« A l'époque où les jésuites préparaient le Concile, l'influence du cardinal de Hohenlohe était nulle; mais, pendant la session du Concile, le prince servit de centre, assez passif du reste, à l'opposition des évêques adversaires des nouveaux dogmes, et on lui attribua les renseignements du Concile que publiait à cette époque le professeur Friedrich dans la Gazette d'Augsbourg. Du reste, le cardinal n'a pas voté personnellement contre la proclamation de l'infailibilité du Pape, et il est resté étranger au mouvement vieux catholique. Mais alors, comme toujours, il a passé pour un adversaire de jésuites, et, de

même que ses deux frères, comme partisan décidé de l'unité germanique. »

Nous n'ajouterons qu'une simple réflexion : d'une part, tout prussien bien pensant considère l'ordre des jésuites comme un ennemi qu'il faut détruire à tout prix dans le nouvel empire; d'autre part, la presse allemande serait enchanée de compromettre autant que possible le cardinal Hohenlohe aux yeux des catholiques, en le représentant comme un adversaire déclaré des jésuites.

Le National Zeitung manquerait à tous ses devoirs de journal officieux, s'il ne s'efforçait pas de propager en Allemagne de pareilles affirmations. Heureusement que ses notices biographiques ne sont pas forcement, d'un bout à l'autre, des articles de foi.

Lettre de Paris

(Correspondance particulière du Journal de Roubaix.)

Paris, 6 mai 1879.

Le fait qui domine en ce moment la situation, c'est le discours prononcé, samedi dernier, par M. le duc d'Audiffret-Pasquier. Ce discours a été un véritable triomphe oratoire. Tous les membres de la Chambre sans exception, sauf M. Galloni d'Istria et les autres députés bonapartistes de la Corse ont applaudi avec frénésie aux paroles de l'honorable député de l'Orne. Les braves partaient à la fois des bancs de la droite et des bancs de la gauche, et lorsque l'orateur a quitté la tribune, on a vu M. le marquis de Dampierre et M. Gambetta se jeter ensemble dans ses bras.

Tous les yeux cherchaient M. Rouher, mais l'ex-vice-empereur, prévenu avant la séance, s'était prudemment éclipsé. L'Ordre, d'hier soir, ne souffle mot du discours : seul le Pays, par la plume de M. Paul de Cassagnac, hasarde une protestation dont les termes timides contrastent avec l'allure d'ordinaire si bataillonneuse du jeune polémiste. M. le duc d'Audiffret-Pasquier a été non moins acclamé lorsqu'il a parlé du service obligatoire pour tous les Français. Chaque passage de son discours lui a valu des ovations. Aussi est-ce à l'unanimité qu'on a confié à la commission dont M. d'Audiffret-Pasquier est président, la mission de faire une enquête sur nos armements actuels. Nous avons le ferme espoir qu'après la séance de samedi, nous serons définitivement débarrassés des Cahen-Lyon de l'empire et des Blanche Costar du 4 septembre. Le Journal officiel, d'hier et celui d'aujourd'hui, contiennent des extraits des six rapports du conseil d'enquête sur les capitulations des places de guerre. Le conseil d'enquête reconnaît que le sous-lieutenant Archer qui commandait au fort de Lichtenberd a fait son devoir et accorde quelques éloges au commandant de Toul; mais il inflige un blâme énergique aux commandants de Vitry-le-Français, de Marsal, et de Soissons. Si ces rapports sont sévères à l'égard d'officiers qui disposaient d'un matériel et d'un effectif insuffisant, combien devront-ils plus

flétrir les généraux qui avaient à leur disposition des armées considérables.

Il paraît certain que le général Wimpfen passera devant un conseil de guerre; mais, pour ce dernier, l'acquiescement ne fait pas question. La portée capitale de l'incident sera le poids terrible de la responsabilité que le résultat de tous ces débats jettera sur l'ex-empereur.

Le général Wimpfen a déjà fait des révélations terribles et le maréchal Bazaine, qui doit comprendre, enfin, la gravité de sa situation, va très-probablement aussi plaider les circonstances atténuantes, en montrant que le vrai coupable est son supérieur hiérarchique, et vous savez bien aussi quel était ce supérieur hiérarchique. Cette perspective ne laisse pas d'inquiéter beaucoup les bonapartistes. Le nom du général Frossard commence à être prononcé. Vous voyez que si la justice marche chez vous d'un pied boiteux, *pède claudo*, elle n'en arrive pas moins. On invitait, vraisemblablement le général Frossard à s'expliquer sur les motifs qui ont déterminé son absence pendant la première partie de la bataille de Forbach.

Mais peut-être y a-t-il encore là qu'un bruit en l'air. Ce qui paraît certain, c'est l'affolement et la précipitation de Napoléon III, lorsqu'il s'est décidé à mettre sa vie en sûreté en livrant cent mille hommes, fait sans précédent dans l'histoire. Il ne s'inquiétait que de savoir si la hampe du drapeau blanc parlementaire serait assez haute pour qu'il fût vu de l'ennemi. Les bonapartistes cherchent déjà à sophistiquer les faits, prétendant que le drapeau n'avait été arboré qu'à cinq heures. Or, il résulte maintenant des déclarations du commandant de place de Sedan, Beulzmaux, et du maréchal-des-logis Payard, que le drapeau a été hissé à 2 heures. Circonstance d'autant plus importante que le conseil d'enquête a déclaré qu'à deux heures, la résistance était encore possible.

Un détail rétrospectif, qui prouve à quel degré le maréchal Bazaine avait peu la conscience de sa situation, c'est qu'il y a quelques jours, il aurait envoyé le colonel Magnan, son second aide-de-camp, demander au général de Cisse de passer chez lui, croyant pouvoir agir ainsi de maréchal à général de division. Le ministre de la guerre eut peine à se contenir en présence de cette étrange commission, et faisant observer à M. Magnan qu'il pouvait, jusqu'à un certain point, l'en rendre responsable, il se borna à lui dire que c'était au maréchal Bazaine qu'il appartenait de se rendre auprès du ministre.

Le bruit court que Napoléon III irait passer une saison en Allemagne. On indique même Wiesbaden comme l'endroit désigné par lui. Je ne puis vous dire ce qu'il y a de fondé dans cette rumeur; mais ce qu'on me donne comme certain, c'est que le préfet de police aurait adressé au gouvernement un rapport sur les causes de la baisse de la Bourse qu'on attribuerait aux manœuvres de certaines grandes maisons financières. On se rappelle à ce sujet, sans que peut-être il y ait la corrélation produite à dessein, qu'un certain nombre de notabilités du

parti bonapartiste se sont mis à la tête de grandes institutions de crédit.

Il y a, en ce moment, des pourparlers de couloir fort actifs pour éviter que la loi militaire soit discutée en séance publique et pour faire commencer la seconde lecture par la discussion des articles. Je crois que ces pourparlers aboutiront. Chacun comprendra qu'il est des circonstances dans lesquelles le patriotisme doit tout primer. On assure d'ailleurs que les dissentiments s'apaisent entre M. Thiers et la commission, et que M. Thiers aurait déclaré ne plus faire d'opposition au projet Chasseloup-Laubat. La séance de samedi dernier n'a pas été étrangère, vous le devinez sans peine, à cette conversion.

Nous avons parlé à différentes reprises de la présence dans les départements du Midi d'ouvriers dits *rouleurs*, à la solde de l'Internationale, dont ils cherchent à répandre les doctrines aussi bien parmi les agglomérations rurales que chez les populations urbaines. Malgré la vigilance des autorités locales, il paraît que la propagande suit son cours, et que les départements traversés par la Garonne sont plus que jamais visités par ces courtiers du désordre. Une nouvelle circulaire a dû être adressée, ces jours-ci, par le ministre de l'intérieur aux préfets, pour les engager à sévir contre toutes les violations de la loi relative aux sociétés secrètes.

La grève des ouvriers fondeurs, à Lyon, continue et prend un caractère de gravité regrettable. Les patrons ne veulent céder sur aucun point; les ouvriers émigrent, soutenus par les agents de l'Internationale qui leur fournissent des secours pécuniaires.

Le bruit de la mort de M. Rochefort circule assez sérieusement depuis hier. Le Rappel d'aujourd'hui ne confirme pas cette nouvelle.

Le parti conservateur de Marseille espère que le gouvernement prononcera dans quelques jours la dissolution du conseil général. C'est dans le but de provoquer cette grave mesure que MM. de Chabert et Mistral, membres de la fraction conservatrice du conseil, se sont rendus à Versailles. Ces messieurs ont trouvé un de leurs vieux amis dans le secrétariat de M. Thiers. Cet ami n'est autre que M. Oppert de Blowitz, qui s'est acquis dans les bureaux de Versailles une réelle influence. Vous savez que M. Oppert de Blowitz, après avoir été un des conseillers intimes du général Espivent pendant les événements d'avril, a été attaché au secrétariat de M. Thiers. Il est en même temps correspondant du Times. M. Oppert de Blowitz est d'origine hongroise, et il a débuté dans le temps à Marseille, en qualité de professeur d'allemand au lycée. Aujourd'hui il jouit d'une réelle influence dans le demi-monde gouvernemental, c'est un Barthélemy St-Hilaire au petit pied.

Nouvelles d'Espagne.

Jusqu'ici, l'Agence Havas n'a cessé de nous annoncer les défaites des carlistes et les victoires de Serrano. Voilà quinze jours que les soldats de don Car-

los sont en fuite, et que les troupes d'Amédée les poursuivent et les dispersent. Or, il est constant que le soulèvement grandit et que le trône d'Amédée est de plus en plus chancelant. Si les bandes furent encore ainsi pendant quelques jours nous apprendrons sans doute qu'Amédée a fait une vigoureuse sortie de sa capitale, et qu'il a réussi à gagner le littoral pour s'embarquer sur quelque navire italien.

L'expérience acquise pendant cette première quinzaine nous engage donc à reproduire les télégrammes de l'Agence Havas et à nous en prévaloir pour nous féliciter de la marche des événements. Du moment où les succès attribués par les dépêches à Serrano correspondent aux progrès de la cause de Charles VII, nous souhaitons vivement que le télégraphe continue à enregistrer les nombreuses victoires du maréchal.

Voici les dépêches de l'Agence Havas :

Madrid, 4 mai.
(Dépêche arrivée seulement le 6 à 10 h. et demie du matin.)

Le télégraphe et le chemin de fer de Bilbao à Alsasua sont rétablis. Les bandes, dans la province de Tarragone, ont été battues.

Rien de nouveau du Maestrazzo.

Madrid, 5 mai.
Les troupes, sous les ordres du général Morionès, ont rencontré hier, dans la ville d'Orosquieta, arrondissement de Pampelune, les bandes réunies de Carasta et Aguirre, commandées par Don Carlos. Un combat a eu lieu, et les carlistes ont été complètement défaits. Un très-grand nombre de prisonniers ont été faits par les troupes.

Madrid, 5 mai, 8 h. soir.
Il résulte des détails reçus sur le combat d'Orosquieta que les carlistes ont perdu 40 morts, 10 blessés et qu'on leur a fait 730 prisonniers.

Les troupes poursuivent les bandes carlistes et continuent à leur faire un grand nombre de prisonniers.

Don Carlos, avec 200 hommes, fuit dans la direction de la France; il est suivi de près par les troupes.

Bayonne, 5 mai, soir.
Le bruit court ici qu'à la suite du combat d'Orosquieta Don Carlos, poursuivi par les troupes royales, aurait été fait prisonnier. Rada est positivement entré en France. Les autorités espagnoles demandent son expulsion du territoire français. Un chef carliste, du nom de Romagnero, ayant été arrêté sur la frontière, est envoyé à Périgueux, où il sera interné.

Saint-Sébastien, 5 mai, 2 h. 50 m.
Toutes les bandes de la Navarre réunies et commandées par Don Carlos ont été complètement défaites. Les troupes ont fait des prisonniers par centaines en prenant la ville (le télégramme ne dit pas quelle ville) à la bayonnette. Le général Morionès, commandant général de la Navarre, a dirigé l'action.

La ville que n'indique pas ce télégramme est désignée dans les dépêches précédentes. Il s'agit évidemment d'Orosquieta, dans l'arrondissement de Pampelune, où les bandes réunies de Carasta et d'Aguirre, commandées par don Carlos, auraient été attaquées par